

PARTI DE LA CONVERGENCE DÉMOCRATIQUE LE FIRST BABY DE LA CAP

Les membres du premier parti issu de la mouvance qui a soutenu l'ex-président Mohamed Khouna Ould Haidalla lors des élections présidentielles du 7 novembre sont sur le point de déposer une demande de reconnaissance auprès du ministère de l'intérieur.

Ce parti dénommé le parti de la convergence démocratique (PCD) regroupera les islamistes, une partie du directoire de campagne de l'ex-président (dont Cheikh Ould Horma, Diabira Maaroufa, et Kane Nalla). Les organisateurs poursuivent toujours les séances de l'assemblée constitutive, et ont déjà adopté ses statuts, sa déclaration de politique générale et élus sa direction.

C'est le premier parti, en quelque sorte le first Baby, issu de la Coalition pour une Alternance Pacifique (CAP) qui regroupait par ailleurs, des partis déjà constitués et des mouvements ayant soutenu le Candidat Mohamed Khouna Ould Haidalla.

Suite en page 3

Parti de la Convergence Démocratique

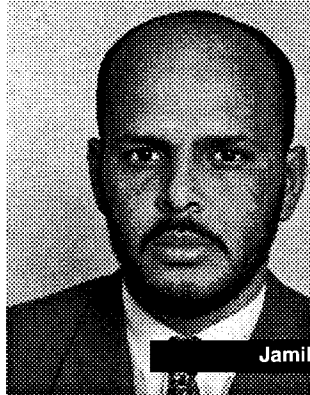
Le first Baby de la CAP

Un deuxième parti est toujours en gestation et regroupe les indépendants, les nationalistes arabes (nassériens et baathistes ainsi que des figures d'El Hor et de la Vallée. En fait, face aux divergences des points de vue des segments de la CAP qui ne militaient pas au sein de partis politiques, l'ex-président Ould Haidalla avait suggéré à ses partisans inconciliables dans un unique futur parti de créer chacun en ce qui le concerne son propre parti.

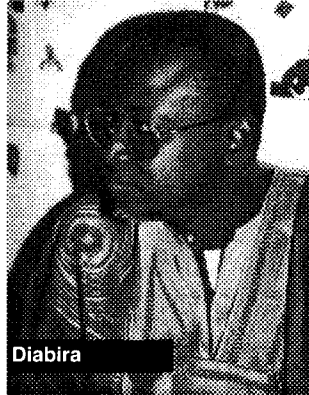
Aujourd'hui, on assiste à la naissance du premier de ces partis. Un parti dominé essentiellement par les Islamistes. Un atout et un inconvénient à la fois. Un atout vu la popularité des islamistes, le PCD sera certainement un parti de masses, mais, inconvénient parce que le pouvoir avait déjà refusé déjà en 1992 la création d'un parti islamiste "Oumma".

L'attitude du pouvoir n'a donc vraisemblablement pas évolué bien qu'ayant opté pour l'apaisement avec l'élargissement (par liberté provisoire) des grandes figures islamistes interpellées au mois de mai 2003, même si, les islamistes auront évolué dans leur attitude et leur dis-

cours à l'égard du pouvoir. Les déclarations modérées de figures emblématiques de la mouvance islamiste lors de la cérémonie funèbre dédiée au Cheikh Ahmed Yassine ainsi que la modération du ton de Jemil Ould Mansour au cours de sa dernière interview publiée dans la Presse ainsi que la libération à leur retour au pays des étudiants accusés d'islamisme



Jamil



Diabira

en Tunisie sont autant de signes qui peuvent être interprétés comme une forme de dégel dans les rapports Islamistes/Pouvoir.

Mais il ne s'agit là que de suppositions car avec le nouvel ordre mondial les Etats sont malheureusement soumis à d'autres exigences dont la chasse à l'islamisme..

Mais au delà des prédispositions du pouvoir à l'endroit d'un futur parti dominé par la mouvance islamiste au niveau de ses structures, il convient de souligner que ce parti ne

sera pas pourtant dirigé par une figure islamiste en l'occurrence Jemil Ould Mansour. C'est vraisemblablement Cheikh Ould Horma qui en sera le président avec pour premier vice-président Diawara Gagny. La présidence du conseil national devant revenir à M Kane El Haj

L'organigramme de ce parti prévoit que le président soit assisté de quatre vice-présidents. Un poste de secrétaire général est également prévu, il reviendra très vraisemblablement à la mouvance islamiste. Un seul poste de secrétaire général adjoint est prévu en plus d'un poste

d'inspecteur général et de médiateur.. Les structures dirigeantes prévues sont un bureau exécutif de 43 membres et un conseil national de 70 membres. Soulignons que l'assemblée constituante sera clôturée le 5 avril et que le nouveau directoire de ce parti prévoit de tenir sa première conférence de presse le 7 avril après le dépôt de la demande de reconnaissance au ministère de l'intérieur le 6 avril... 14 jours avant le délibéré de la Cour Suprême.